

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOULOUSAINE DES FARINES

Z.I. de Truilhas
11590 Sallèles-d'Aude

Références : 2024-135
Code AIOT : 0006600357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement TOULOUSAINE DES FARINES implanté Z.I. de Truilhas 11590 Sallèles-d'Aude. L'inspection a été annoncée le 25/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Voir courrier d'annonce inspection (ref. 2024-112) en date du 25 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOULOUSAINE DES FARINES
- Z.I. de Truilhas 11590 Sallèles-d'Aude
- Code AIOT : 0006600357

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale est une minoterie.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification Responsable	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.5	Demande d'action corrective	1 jour
5	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 05/10/2001, article 8.3.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Zones à risques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Stockage palettes de bois	Arrêté Ministériel du 05/10/2011, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
13	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 9.2.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Travaux	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.4	Sans objet
3	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.4.1	Sans objet
7	Zones à risques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.1.2	Sans objet
9	Bandes et sangles	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.4	Sans objet
10	Découplage étage du moulin	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1	Sans objet
12	Entrepôt : gestion des stocks	Arrêté Ministériel du 05/10/2011, article 8.4.1 et 8.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection note la bonne réactivité de l'exploitant dans son action de réorganisation interne afin de prendre en compte les constats de la visite d'inspection de 2023.

Les évolutions présentées vont dans le sens des attentes de l'inspection et sont de nature à mieux encadrer et à mieux prendre en compte les situations de risques / dangers dans leur "globalité".

D'autre part, la visite des installations a montré l'importance de maintenir une vigilance dans le respect des consignes et procédures sur site afin d'éviter des dérives. En ce sens, des actions sont à poursuivre pour corriger des écarts relevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification Responsable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation personnel
Prescription contrôlée : Les personnes nommément désignées pour assurer la surveillance de l'exploitation du site et des installations sont spécialement formées aux caractéristiques de la minoterie et aux questions de sécurité. Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none">• toutes les informations utiles sur les produits manipulés,• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévus par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier, selon une périodicité minimale de 6 mois, au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : <i>Documents consultés par l'inspection :</i> <ul style="list-style-type: none">- <i>Organigramme du site en date du 18/01/2023</i>- <i>Contrat de travail des deux agents de maintenance</i>- <i>Fiche individuelle de suivi de la formation interne des deux agents de maintenance</i>- <i>Fiche de mission "Agent technique de maintenance et travaux neufs (électrotechnicien, mécanicien) - version du 02/07/18</i>- <i>Tableur excel de recueil des besoins en formation 2024</i>

- Identification des besoins en formation par fonction et Planning de formation (ATEX ...)

Constat relevé par l'inspection :

Les éléments présentés permettent d'avoir une vision claire de l'organisation du site, de l'identification des besoins en formation et de la planification des formations.
L'inspection note qu'une formation spécifique par un organisme de formation externe sur la thématique ATEX est prévue, mais aucune date n'est arrêtée dans sa planification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Action retenue par l'inspection :

La formation ATEX retenue par l'exploitant pour 2024 présente des enjeux importants dans la connaissance et la maîtrise des risques "incendie-explosion". Afin d'éviter une dérive dans la mise en place de cette formation, une planification de celle-ci est nécessaire.
L'exploitant est invité à indiquer la date de formation ATEX retenue pour 2024 (1 mois).

L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de cette action. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure le maintien dans le temps des performances des mesures techniques et organisationnelles propres à réduire la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels identifiées dans l'étude de dangers.
Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.
Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Constats :

Documents consultés par l'inspection :

- Procédure permis de feu P_TDF_SECURITE_08 - révision 9 du 04/03/2024
- Procédure plan de prévention P_TDF_SECURITE - révision 11 du 15/11/2023
- Plan de prévention : entreprise MERIS en date du 20/02/2024
- Formation "permis de feu" du personnel habilité à la délivrance de permis de feu : 13/03/2024

Constat relevé par l'inspection :

<p>La procédure permis de feu et le canevas type de permis de feu ont été revus. La formation dispensée comprend une présentation d'un modèle de permis feu documenté et permet d'orienter la pertinence et la précision des données renseignées.</p> <p>Action retenue par l'inspection : Les dispositions mises en place répondent aux objectifs recherchés par la prescription. Aucune action particulière prévue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Permis de feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Documents consultés par l'inspection :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Procédure permis de feu P_TDF_SECURITE_08 - révision 9 du 04/03/2024 - Procédure plan de prévention P_TDF_SECURITE - révision 11 du 15/11/2023 - Plan de prévention : entreprise MERIS en date du 20/02/2024 - Plan de prévention : entreprise MERIS en date du 16/02/2024 - Formation "permis de feu" du personnel habilité à la délivrance de permis de feu : 13/03/2024 <p>Constat relevé par l'inspection : La procédure permis de feu et le canevas type de permis de feu ont été revu. La formation dispensée comprend une présentation d'un modèle de permis feu documenté et permet d'orienter la pertinence et la précisions des données renseignées. Le modèle de plan de prévention a fait l'objet d'un remaniement afin d'obliger à analyser systématiquement les différents risques susceptibles d'être rencontrés sur le site.</p> <p>Action retenue par l'inspection : Les dispositions mises en place répondent aux objectifs recherchés par la prescription. Aucune</p>

action particulière prévue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Corps étrangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des grilles sont mises en place sur l'ensemble des fosses de réception. La maille est calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers (pierres, métaux, etc.). S'il est procédé à d'autres opérations que celles purement liées à l'ensilage des produits, ces derniers sont préalablement débarrassés des corps étrangers risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements. Cette disposition est applicable à tous les silos procédant à un transport pneumatique interne des produits. En dehors des opérations que celles purement liées à l'ensilage des produits, les corps étrangers qui pourraient nuire au bon fonctionnement de la ligne de production ainsi qu'au circuit de transport pneumatique sont préalablement débarrassés des corps étrangers risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements en amont des machines concourant à la transformation des produits mis en œuvre. A minima, en amont des appareils de manutention et de nettoyage, des dispositifs de magnétisation des pièces métalliques sont en place.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Documents consultés par l'inspection :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tableur excel : Plan de nettoyage moulin - Tableur excel : suivi entretien des cellules + tour de manutention silo - année 2024 - Plan de prévention : entreprise MERIS en date du 20/02/2024 - Formation "permis de feu" du personnel habilité à la délivrance de permis de feu : 13/03/2024 <p>Constat relevé par l'inspection :</p> <p>Présence d'un caillou coincé dans la grille de la fosse de réception : la situation a été identifiée mais n'a pas fait l'objet d'une intervention..</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Action retenue par l'inspection :</p> <p>Un rappel des bonnes pratiques est à rappeler afin de ne pas laisser perdurer des situations anormales. Le retrait du caillou coincé dans la grille doit être réalisé sans délai : l'objectif étant d'éviter que ce caillou ne se trouve in fine projeté dans le circuit de transport du grain.</p>

L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de cette action. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 5 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m².</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles.</p> <p>Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites.</p> <p>Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.</p> <p>L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Les locaux et les silos sont débarrassés de tout matériel ou produit qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Documents consultés par l'inspection :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tableur excel : Plan de nettoyage moulin - Tableur excel : suivi entretien des cellules + tour de manutention silo - année 2024 - Plan de prévention : entreprise MERIS en date du 20/02/2024 - Formation "permis de feu" du personnel habilité à la délivrance de permis de feu : 13/03/2024 <p>Constat relevé par l'inspection :</p> <p>Les outils sont en place pour suivre la bonne réalisation des interventions.</p> <p>Le nettoyage de la tour de manutention du silo a été rajouté par l'exploitant dans son tableur suite aux échanges avec l'inspection.</p> <p>Les parois de la tour de manutention du silo ne sont pas équipées de témoins d'empoussièrement.</p> <p>Le sol de la zone chargement des farines et des issues n'est pas complété par des témoins</p>

d'empoussièrement : la présence de matières côté chargement des issues est nettement identifiable au sol.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Action retenue par l'inspection : Afin de suivre le taux d'empoussièrement sur les parois de type palplanche de la tour de manutention, un ou plusieurs témoins doivent être judicieusement disposés sur les pans inclinés des parois verticales.(6 mois) Un nettoyage de la partie chargement des issues est nécessaire. Afin d'anticiper les actions de nettoyage nécessaires au niveau du poste de chargement des farines et des issues, des témoins d'empoussièrement doivent être réalisés en différents endroits de la zone (15 jours).</p> <p>L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de cette action. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2001, article 8.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Chargement – Déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussière de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage et de nuisance pour les milieux sensibles) ; - soit munies de systèmes de captage de poussière, de dépoussiérage et de filtration dans les conditions prévues au point 8.3.4. Ces aires sont nettoyées comme prévu à l'article 8.3.7.
<p>Constats :</p> <p>Constat relevé par l'inspection : Les parois de la tour de manutention du silo ont fait l'objet d'une action de nettoyage : les parois sont exemptes de poussières. L'exploitant prévoit un nettoyage annuel des parois. Le sol de la zone chargement des farines et des issues n'est pas complété par des témoins d'empoussièrement : La présence de matière côté chargement des issues est nettement identifiable au sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Action retenue par l'inspection : Afin de suivre le taux d'empoussièrement sur les parois de type palplanche de la tour de manutention, un ou plusieurs témoins doivent être judicieusement disposés sur les pans inclinés des parois verticales.(6 mois)</p>

<p>Un nettoyage de la partie chargement des issues est nécessaire.</p> <p>Afin d'anticiper les actions de nettoyage nécessaires au niveau du poste de chargement des farines et des issues, des témoins d'empoussièrement doivent être réalisés en différents endroits de la zone (15 jours).</p> <p>L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de cette action. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones Présence des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelés à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement; • Soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée (phase de démarrage, phase de mise à l'arrêt des équipements et des installations...); • Soit de façon accidentelle à la suite d'une défaillance, d'un dysfonctionnement, d'un incident et/ou accident susceptible de survenir sur un équipement et/ou une installation. <p>Les installations électriques présentes dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendies et/ou d'explosion sont adaptées à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère incendie et/ou explosive de l'établissement.</p> <p>Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat relevé par l'inspection :</p> <p>Les parois de la tour de manutention du silo ont fait l'objet d'une action de nettoyage : les parois sont exemptes de poussières. L'exploitant prévoit un nettoyage annuel des parois, semaine 38.</p> <p>Action retenue par l'inspection :</p>

Les actions retenues par l'exploitant ne justifient pas, à ce stade, d'intervention particulière de la part de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des zones
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques présentes dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendies et/ou d'explosion sont adaptées à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère incendie et/ou explosive de l'établissement.</p> <p>Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Les masses métalliques ... susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques, ainsi que les charpentes métalliques des bâtiments de stockages, sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohm.</p> <p>...</p> <p>Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II ... ; • ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum, et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; • l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de</p>

l'inspection des installations classées.

Un programme de maintenance est mis en place, permettant de prévenir les sources d'inflammation d'origine mécanique.

Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Les lignes d'équipements de manutention (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, séparateurs, broyeurs) et de chargement vrac (farine, issues...) sont au minimum rendues aussi étanches que possible et sont équipées d'une aspiration ou sont mises en dépression, afin de limiter les émissions de poussières inflammables.

...

- la mise en place de surfaces éventables ou un dimensionnement des équipements qui résiste à l'explosion ou la mise en place de dispositifs de suppression de l'explosion ;
- la mise en place d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou la pose d'un dispositif d'isolation de l'explosion,
- la mise en place de découplage (parois ou portes résistantes à fermetures automatiques...) à chaque étage du moulin et entre le moulin et la tour de manutention des céréales.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme et antistatique.

En amont des appareils/équipements de manutention et de nettoyage, des dispositifs magnétiques permettent de magnétiser les éléments métalliques non filtrés au niveau des grilles de fosses de réception de la matière.

Le site ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sur ou sous ses toits

Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

Documents consultés par l'inspection :

- Rapport de vérification des installations électriques SOCOTEC (rapport du 23/10/2023)
- Attestation Q18 - installations électriques, SOCOTEC et date du 23/10/2023
- Rapport de vérification SOCOTEC "adéquation d'équipements situés en zones à atmosphères explosibles gaz et poussières" (rapport du 02/11/2023)
- Rapport foudre : vérification complète, PRO IMPACT (rapport du 05/09/2023)

Constat relevé par l'inspection :

Le rapport de vérification SOCOTEC "vérification des installations électriques" (rapport du 23/10/2023)

Le rapport de vérification SOCOTEC "adéquation d'équipements situés en zones à atmosphères explosibles gaz et poussières" (rapport du 02/11/2023) présenté par l'exploitant a révélé des non-conformités déjà signalées, dont :

Zonage ATEX :

L'appareillage et matériel électrique utilisé dans les zones ATEX définies dans le document DPE (origine TDF) n'est pas toujours en adéquation avec le type de zone...

Le rapport de vérification SOCOTEC "adéquation d'équipements situés en zones à atmosphères explosibles gaz et poussières" (rapport du 02/11/2023) présenté par l'exploitant a révélé des non-conformités, dont :

- un indice de protection du matériel non adapté à la conductivité de la poussière,
- matériel non ATEX ou non adapté à la zone où il est installé.

L'attestation Q18 pointe un danger déjà signalé "*inadéquation des matériels ou canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendies et/ou zones à risques d'explosion*" et recommande le "... remplacement du matériel non adapté (partiel, en cours) dans les zones ATEX".

==> L'exploitant fait part de son positionnement en précisant que son installation est conforme aux zones à risques et qu'il y a erreur d'interprétation dans les rapports SOCOTEC sur cette thématique ATEX.

Le rapport de vérification foudre fait état de recommandations qui ne figurent pas dans l'étude technique dans les termes suivants : "*Une protection par parafoudre est à peut-être à envisagée*"

La plaque constructeur d'un des trois aspirateurs mobiles n'a pas pu être relevée afin de confirmer son adéquation avec les zones à risques.

Plusieurs équipements doivent être renforcés au niveau de l'étanchéité aux poussières : caches de blocs, prises cassés au niveau des escaliers moulin, presse étoupe défailant au niveau du carrousel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Action retenue par l'inspection :

Le rapport de vérification foudre n'a pas vocation à rajouter des recommandations qui ne sont pas retenues par l'étude technique : L'inspection propose qu'une information à l'organisme certificateur (QUALIFOUDRE) soit dispensée à ce sujet.

L'exploitant est tenu de présenter des documents qui démontrent et justifient la bonne adéquation des équipements avec les zones à risque (dont ATEX) dans lesquels ils sont localisés. A ce jour et au regard des rapports électrique, adéquation matérielle ATEX et Q18, cette adéquation n'est pas démontrée : L'exploitant dispose d'un mois pour produire les justificatifs correspondants.

L'exploitant doit remettre en état l'ensemble des points d'étanchéités défailants identifiés (15 jours).

L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de cette action. A ce stade et compte tenu des arguments présentés par l'exploitant, l'inspection propose de suspendre la rédaction d'un APMD dans l'attente de l'écoulement du délai accordé : 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Anti-Statique et Résistant à la flamme
Prescription contrôlée : Les bandes de transporteurs respectent, lors de leur remplacement, la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme).
Constats : Point non examiné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Découplage étage du moulin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Porte de découplage
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • - la mise en place d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou la pose d'un dispositif d'isolation de l'explosion, • la mise en place de découplage (parois ou portes résistantes à fermetures automatiques...) à chaque étage du moulin et entre le moulin et la tour de manutention des céréales.
Constats : Pas d'observations particulières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage palettes de bois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/10/2011, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation stockage de palettes de bois
Prescription contrôlée : ... Le stockage de palettes vide est en extérieur (environ 3000 palettes) : 7,5 m de largeur x 16,5 m de longueur x 6 m de hauteur. L'exploitant s'assure en permanence de la compatibilité des produits stockés avec les affectations prévues. ...

<p>Constats :</p> <p>Constat relevé par l'inspection : Selon les dires de l'exploitant, dans l'attente de son évacuation complète (actuellement en cours, la fin d'ici fin 2024), le stock de palettes de bois au rebut est actuellement stocké au milieu du terrain voisin d'ARTERRIS et éloigné de tous autres éléments inflammables/combustibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Action retenue par l'inspection : Le stockage des palettes de bois sur le site voisin d'ARTERRIS doit être formalisé par ARTERRIS (15 jours). Le retrait total des palettes d'ici fin 2024 doit être respecté.</p> <p>L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de cette action. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 12 : Entrepôt : gestion des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/10/2011, article 8.4.1 et 8.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Distances des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.4.1 : ... Le Stockage de palettes vide est en extérieur (environ 3000 palettes) : 7,5 m de largeur x 16,5 m de longueur x 6 m de hauteur.... Article 8.4.2 : ... Une distance de 0,5 m est au minimum respectée entre le sommet des stockages et les parois ou structures métalliques. Un espace minimum de 1 mètre est en permanence maintenu entre le haut des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage. La largeur des allées de circulation est au minimum de 2 mètres. Les stockages conditionnés sont organisés par îlots de surface maximale au sols de 500 m2 et d'une hauteur maximale de 8 mètres. Les îlots sont distants entre eux d'au moins 2 mètres....</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositions sont respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Prévention des nuisances sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 9.2.7.1</p>

Thème(s) : Autre, Rapport de mesures sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée, à compter de la date de signature du présent arrêté, tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié.
Constats : Constat relevé par l'inspection : Au jour de l'inspection, le rapport sonore n'a pas pu être présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Action retenue par l'inspection : Le dernier rapport sonore est à adresser à l'inspection (15 jours). L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de cette action. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours